

Transports:
Plan investir pour la France
Encore un effort Monsieur le Premier Ministre !

Jean-Marc Ayrault a présenté le 10 juillet le programme d'investissement d'avenir sous l'angle de la transition écologique.

Concernant le volet transport il a indiqué reprendre les propositions du scénario 2 de la **Commission Mobilité 21** en le justifiant par la nécessité de « *ne pas lancer de nouveaux projets pharaoniques ou déficitaires* » mais au contraire de répondre aux besoins de « *la mobilité quotidienne des Français* » pour « *garantir à tous nos concitoyens des moyens de transport rapides, réguliers, confortables* ».

Les écologistes souscrivent au discours du Premier Ministre et se félicitent de l'effort en faveur du fret ferroviaire et du transport de voyageurs, pour ce qui concerne les nœuds ferroviaires et l'amélioration de l'existant.

Cependant, ils constatent que dans les propositions de « premières priorités » du scénario 2 du rapport **Mobilité 21** figurent pas moins de **5 projets autoroutiers et de contournement**¹ dans les Régions Bourgogne, Haute-Normandie, Lorraine, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, pour un coût total de 4 milliards 320 millions d'euros.

Ces infrastructures n'ont rien à voir avec la transition écologique.

Elles perpétuent un modèle de développement archaïque basé sur l'accès à un pétrole bon marché qui conduit à générer du trafic routier supplémentaire, aggraver les dérèglements climatiques, menacer la biodiversité, encourager l'étalement urbain, et pousser de plus en plus de ménages dans la précarité énergétique.

Non seulement elles seront extrêmement coûteuses pour le contribuable, qui devra payer deux fois pour leur réalisation et leur utilisation (mise en place de péages dans le cadre de concession) mais en outre elles ne répondent pas aux besoins de « mobilité quotidienne des Français » rappelés par le Premier Ministre.

¹ Rappel : les 5 projets routiers "premières priorités" du scénario 2 de la Commission Mobilité 21 concernés : **Bourgogne** : route Centre Europe Atlantique – **Haute-Normandie** : contournement de Rouen (A28/A13) – **Lorraine** : A31Bis – **Midi-Pyrénées** : RN 126 – **Rhône-Alpes** : A45



Communiqué de presse 11 juillet 2013

Ce dont les Français ont réellement besoin ce sont des transports collectifs qui leur permettent d'effectuer leurs déplacements du quotidien (domicile - travail, commerce, loisirs) à un coût accessible et sans dégrader leur environnement.

C'est pourquoi les élu-e-s et le Mouvement EELV des cinq régions concernées par des projets routiers du Plan Investir pour la France demandent au Premier Ministre de traduire ses propos en actes en retirant du programme d'investissement les projets d'infrastructures autoroutières.

Les ressources ainsi libérées pourraient être affectées, en dehors de la stricte sécurisation de routes existantes, à un appel à projets « Transports collectifs et mobilité durable » de l'Etat et ainsi accélérer le développement de l'alternative à la route en France.

En agissant ainsi le gouvernement donnerait réellement le choix à nos concitoyens de se passer de leur voiture ce qui, outre les bénéfices sur l'environnement et la santé, reviendrait à redonner plusieurs centaines d'euros par mois de pouvoir d'achat aux Français quand tous les indicateurs économiques sont au rouge.

Véronique Vinet, Secrétaire régionale EELV de Midi-Pyrénées,
Guillaume Cros, Président du groupe EELV de la Région Midi-Pyrénées

Dominique Ronga, co-secrétaire régionale EELV de Lorraine
Guy Harau, Président du Groupe EELV de la Région Lorraine, co-secrétaire régional EELV Lorraine,

Laetitia Sanchez, Secrétaire régionale EELV de Haute-Normandie,
David Cormand, Président du Groupe EELV de la Région Haute-Normandie,

Bruno Bernard, Secrétaire régional de la région Rhône-Alpes,
Alexandra Cusey et Eric Piolle, co-président-e-s du Groupe EELV de la Région Rhône-Alpes,

François Lotteau, Secrétaire régional EELV de Bourgogne,
Philippe Hervieu, Président du Groupe EELV de la Région Bourgogne,

Eva Sas, Députée de l'Essonne, Vice-présidente de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, membre de la commission Mobilité 21.